



**RETURN BIDS TO:  
RETOURNER LES SOUMISSIONS À:**

**Bid Receiving - PWGSC / Réception des  
soumissions - TPSGC**  
11 Laurier St. / 11, rue Laurier  
Place du Portage, Phase III  
Core 0B2 / Noyau 0B2  
Gatineau, Québec K1A 0S5  
Bid Fax: (819) 997-9776

**LETTER OF INTEREST  
LETTRE D'INTÉRÊT**

Comments - Commentaires

**Vendor/Firm Name and Address**  
Raison sociale et adresse du  
fournisseur/de l'entrepreneur

**Issuing Office - Bureau de distribution**  
Business Management and Consulting Services Division /  
Division des services de gestion des affaires et de  
consultation  
11 Laurier St. / 11, rue Laurier  
10C1, Place du Portage  
Gatineau, Québec K1A 0S5

<b>Title - Sujet</b> SERVICES DE SOUTIEN A L'INSTRUCTION	
<b>Solicitation No. - N° de l'invitation</b> W8486-163226/C	<b>Date</b> 2017-09-06
<b>Client Reference No. - N° de référence du client</b> W8486-163226	<b>GETS Ref. No. - N° de réf. de SEAG</b> PW-\$\$\$ZG-402-31774
<b>File No. - N° de dossier</b> 402zg.W8486-163226	<b>CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME</b>
<b>Solicitation Closes - L'invitation prend fin</b> <b>at - à 02:00 PM</b> <b>on - le 2017-10-31</b>	
<b>Time Zone</b> <b>Fuseau horaire</b> Eastern Daylight Saving Time EDT	
<b>F.O.B. - F.A.B.</b> <b>Plant-Usine:</b> <input type="checkbox"/> <b>Destination:</b> <input checked="" type="checkbox"/> <b>Other-Autre:</b> <input type="checkbox"/>	
<b>Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à:</b> Lalonde, Martin	<b>Buyer Id - Id de l'acheteur</b> 402zg
<b>Telephone No. - N° de téléphone</b> (873) 469-3958 ( )	<b>FAX No. - N° de FAX</b> (819) -
<b>Destination - of Goods, Services, and Construction:</b> <b>Destination - des biens, services et construction:</b> DEPARTMENT OF NATIONAL DEFENCE KINGSTON KINGSTON Ontario K7K 7B4 Canada	

**Instructions: See Herein**

**Instructions: Voir aux présentes**

<b>Delivery Required - Livraison exigée</b> See Herein	<b>Delivery Offered - Livraison proposée</b>
<b>Vendor/Firm Name and Address</b> Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur	
<b>Telephone No. - N° de téléphone</b> <b>Facsimile No. - N° de télécopieur</b>	
<b>Name and title of person authorized to sign on behalf of Vendor/Firm</b> <b>(type or print)</b> <b>Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur/</b> <b>de l'entrepreneur (taper ou écrire en caractères d'imprimerie)</b>	
<b>Signature</b>	<b>Date</b>

SERVICES DE SOUTIEN A L'INSTRUCTION ET AU DÉVELOPPEMENT DES CAPACITÉS POUR LES OPÉRATIONS TERRESTRES DES FORCES ARMÉES CANADIENNES - W8486-163226/A Séance de consultation de l'industrie et questions, commentaires et réponses relativement à la demande de renseignements (DR)			
	Questions (Q) commentaires (C)	Réponse	
Q1	La diapositive 17 de l'exposé du ministère de la Défense nationale (MDN) fait référence à l'entrepreneur indépendant. Le MDN pourrait-il définir « entrepreneur indépendant » ?	Un entrepreneur indépendant est une ressource non essentielle.	
Q2	Pouvez-vous définir ce qu'est un soumissionnaire? Plus précisément, le Canada envisage-t-il l'acceptation de partenaires, de sociétés affiliées et de sous-traitants comme faisant partie de la définition de « soumissionnaire » dans les critères d'évaluation?	Le Canada répond qu'il l'ignore pour le moment, et que cette question sera abordée dans la prochaine demande de propositions (DP).	
Q3	Le Canada serait-il disposé à réexaminer ce besoin afin de permettre l'établissement d'une initiative durable et de réduire les ressources, et comment l'entrepreneur doit-il s'y prendre pour offrir la formation de manière à accroître la souplesse et à améliorer le rapport qualité-prix?	Les opérations des Forces armées canadiennes ne changent pas, le MDN doit minimiser le risque associé à la réévaluation et à la mise à jour de la structure actuelle. Le nouveau contrat comprendra une clause qui favorise l'innovation, y compris la restructuration.	
Q4	Est-ce que tous les travaux seront exécutés au moyen d'un formulaire du ministère de la Défense nationale 626 (DND 626), Autorisation de tâche?	Oui, une autorisation de tâche (DND 626) est produite pour chaque activité. Chaque mois, l'entrepreneur reçoit une liste de tâches que l'autorité technique a établie afin de l'informer des activités à venir.	
Q5	En ce qui concerne les critères d'évaluation obligatoires CTO 1, le Canada pourrait-il permettre aux fournisseurs de combiner leurs années d'expérience ainsi que leur valeur en fonction de différents contrats qu'ils ont exécutés, de façon à répondre aux exigences de ces critères? Le Canada pourrait-il également prendre en compte l'expérience à l'échelle internationale?	Le Canada tiendra compte des commentaires, puis des changements seront apportés à la DP, le cas échéant.	
Q6	Le Canada pourrait-il envisager de réduire la taille du bassin de ressources non essentielles?	Selon les données historiques, il s'avère difficile d'envisager toute réduction de la taille du bassin de ressources qualifiées non essentielles. Étant donné la nature du besoin, lequel se caractérise par des « tâches où il n'y a pas de place pour l'erreur » relativement à la capacité opérationnelle, c'est ce dont l'Armée a besoin présentement en termes de ressources.	
Q7	L'objectif relatif aux critères d'évaluation obligatoires CTO 2 n'est pas clair. Que souhaitez-vous savoir exactement?	La position du Canada sera élaborée de manière plus approfondie dans la DP.	

<p>Q8</p>	<p>Qui sont les personnes responsables d'offrir la formation?</p>	<p>L'entrepreneur réalise les activités de formation. Le Centre de simulation de l'Armée canadienne (CSAC) contribue à la mise sur pied de la formation, mais de manière à ce que celle-ci comporte la conception, l'élaboration et la réalisation d'exercices, ce qui peut comprendre ou non la simulation. Le Canada examinera la possibilité d'ajouter un critère obligatoire qui portera sur la formation.</p>
<p>Q9</p>	<p><b>Question no 6 de la DR :</b> Y a-t-il des exigences ou des énoncés dans les documents fournis qui pourraient vous empêcher de présenter une soumission? Si oui, pouvez-vous indiquer ces éléments, fournir une explication et, si possible, proposer une solution de rechange?</p> <p>Oui, dans la pièce jointe 1 de la partie 4 : Critères techniques (pages 120 à 176)</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Des exigences excessives s'appliquant aux soumissionnaires font en sorte que ces derniers sont limités aux plus grandes entreprises, et que les petites entreprises qui sont en mesure de fournir un recrutement plus efficace et souple en matière de soutien sont exclues : diminuer la valeur en dollars du contrat et mettre davantage l'accent sur le recrutement de personnel de formation qualifié, en se concentrant sur les compétences et l'expérience. Le besoin devrait être fondé sur la réussite du recrutement à l'appui du contrat, par rapport à seulement un nombre minimal de ressources recrutées. Éliminer le nombre minimal (75) o Activités de simulation : Les soumissionnaires devraient fournir une expérience antérieure sans que cela nécessite une valeur minimale quant aux contrats, au nombre de ressources ou aux groupes de ressources. • Les besoins vraiment excessifs en ressources font en sorte que la concurrence est pratiquement éliminée et que les titulaires de poste disposant des effectifs actuels sont favorisés; o On compte 76 ressources énumérées pour lesquelles un certain type de certificat ou de diplôme doit être ajouté à la soumission. o En raison de cette exigence excessive quant à la proposition, la plupart des concurrents choisiront de ne pas présenter de soumission. On recommande d'exiger un curriculum vitae ainsi que des certificats/diplômes pour le personnel/les ressources du groupe de gestion seulement. Une fois les contrats attribués, les soumissionnaires non titulaires devront certainement tirer parti de l'effectif du titulaire afin de répondre aux besoins en ressources, et utiliser des ressources ainsi que des capacités de recrutement appartenant à l'entreprise en vue de répondre à tous les besoins de remplacement.</li> </ul>	<p>Abordé dans la DP et dans la réponse au point 6 ci-dessus</p>

C1	Un fournisseur a demandé au Canada de modifier les critères CTO 1 et CTO 2, qui sont, d'après lui, trop restrictifs à cause de la façon dont ils sont formulés. Il est d'avis que, si ces critères sont modifiés, ils pourront être considérés comme plus justes et raisonnables, et ainsi favoriser la concurrence.	Le Canada tiendra compte de ce commentaire, et il a demandé que le soumissionnaire définisse les sujets de préoccupation dans sa réponse à la DP, afin de passer en revue les critères et, si possible, de répondre aux préoccupations en conséquence.
C2	Un fournisseur a soulevé des préoccupations en ce qui concerne le nombre de ressources requises. Il aimerait être en mesure de proposer un nombre inférieur de ressources aux groupes fonctionnels, ce qui permettrait de réaliser des économies. L'aspect restrictif des besoins en ressources pourrait être minimisé et ainsi permettre au soumissionnaire de se procurer les meilleures ressources.	Les données historiques des dernières années démontrent clairement qu'il n'y a pas beaucoup de flexibilité quant au nombre de ressources nécessaires en raison de la réalisation simultanée d'activités concurrentielles, à divers moments, dans l'ensemble du pays. Les procédures opérationnelles actuelles se sont avérées efficaces en ce qui a trait à la gestion des nombreuses tâches qui sont nécessaires en même temps. Par conséquent, pour cette seule raison, ce besoin ne peut pas être modifié.
C3	Dans bon nombre de critères obligatoires, les mots ET et DOIT sont employés dans le but de respecter toutes les descriptions propres à chaque besoin, ce qui pourrait avoir pour effet que de nombreuses réponses soient jugées non conformes.	Le document technique n'est qu'une version préliminaire, et le Canada a l'intention de le réexaminer.
C4	Un fournisseur s'est dit préoccupé par certains critères techniques, étant donné qu'ils sont actuellement rédigés de manière à mettre davantage l'accent sur l'aspect de la dotation relativement au besoin, plutôt que de traiter de la complexité de la formation requise. Il a fait remarquer que ce besoin est essentiel aux Forces armées canadiennes, car il ne s'agit pas seulement d'un marché de ressources.	Le Canada encourage le fournisseur à répondre à la DR par écrit et à formuler des commentaires sur les sujets qui, selon lui, doivent être améliorés. Ainsi, le Canada sera en mesure d'analyser les aspects des documents qui nécessitent une attention particulière, et il pourra y apporter des modifications au besoin.

C5	<p><b>Approvisionnement en matière de défense du MDN</b> – Initiative de soutien : Le Canada – plus précisément le ministère de la Défense nationale (MDN) et son organisme d'approvisionnement subordonné, soit le Groupe du sous-ministre adjoint (Matériels) – a mis en oeuvre l'initiative de soutien, entrée en vigueur le 8 juin 2016, en vue de fournir des solutions de soutien en service sur mesure d'une valeur de 20 millions de dollars ou plus (non pertinentes si les fonds sont associés au crédit 1 ou au crédit 5) selon une approche interministérielle cohérente et normalisée fondée sur les quatre principes de soutien : rendement, optimisation des ressources, souplesse et retombées économiques. (Consulter le site <a href="https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/avis-relatifs-aux-politiques/AP-118">https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/avis-relatifs-aux-politiques/AP-118</a>).</p>	<p>Bien que ce besoin ne constitue pas une initiative de soutien, mais plutôt un marché de services visant la prestation de la formation et le développement des capacités, le Canada s'efforce de maintenir un processus d'approvisionnement ouvert, équitable et transparent qui donnera néanmoins lieu à un contrat qui sera souple, qui représentera le meilleur rapport qualité-prix, dont des retombées économiques pour la population canadienne, et qui sera attribué à un fournisseur ayant fait preuve d'un bon rendement. Le processus concurrentiel permettra de garantir le meilleur rapport qualité-prix au Canada, au moyen d'une méthode de sélection qui combine le mérite technique et le prix, et qui comprend des critères cotés permettant d'évaluer l'expérience, la démarche, la méthodologie et la gestion des risques du soumissionnaire. En outre, l'application de la Politique sur le contenu canadien permettra de s'assurer qu'il y a des retombées économiques pour le Canada. Une fois le contrat attribué, il comprendra une disposition relative à la souplesse et à l'innovation, afin de l'adapter à l'évolution des besoins opérationnels propres aux Forces armées canadiennes. Enfin, grâce à des activités de mobilisation de l'industrie, y compris une DR, une séance de consultation de l'industrie et des rencontres individuelles avec les fournisseurs potentiels, le Canada a élaboré un plan d'évaluation qui permettra de veiller à ce que le soumissionnaire retenu possède une expérience de la prestation réussie de services semblables, ce qui garantira un rendement solide dans le cadre de tout contrat subséquent.</p>
----	--	--

**Stratégie de l'Armée canadienne sur la simulation, version 2.0, juillet 2015 : stratégie mise en oeuvre par le Canada en 2015.** Plus précisément, le commandant du Centre de doctrine et d'instruction de l'Armée canadienne a énoncé : a.) Un objectif d'évolution – au cours de la période d'exécution prévue de la présente demande de soumissions – la base de référence actuelle de simulation constructive des applications ICATS, ABACUS et VBS vers une trousse de simulation « Sim-in-a-Box » jusqu'au futur environnement d'instruction intégré canadien, qui sera conceptuel et regroupé. Plus précisément, l'objectif visant l'évolution de la base de référence de simulation constructive ainsi que des secteurs de cohérence, et le désir de disposer d'un service unique en matière de forces générées par ordinateur qu'il est possible de consolider suffisamment pour être en mesure de simuler les activités des niveaux 1 à 6, pourraient permettre d'offrir une formation sur le commandement et le contrôle (C2) ainsi qu'une formation tactique.b.) Un principe directeur de l'efficacité. Citation tirée de la Stratégie de l'Armée canadienne sur la simulation : « L'utilisation de la simulation devrait permettre de réduire les dépenses totales de fonctionnement. Cette réduction ne comprend pas que les coûts d'utilisation. En effet, elle peut également comprendre les coûts d'investissements, de maintenance et d'administration ainsi que les coûts relatifs au personnel. En outre, la simulation permettra de gagner du temps et de diminuer l'impact environnemental. Même s'il est possible que la diminution des coûts dans l'une de ces catégories ne soit pas immédiate, elle devrait être prévue au cours de la durée de vie prévue du système. »

Les ressources choisies à l'appui de la DP des SCT doivent être en mesure de démontrer non seulement une compréhension des travaux à exécuter, mais aussi une capacité reconnue à gérer et à coordonner un contrat complexe, multidisciplinaire et varié. Il s'agit d'un contrat dont la portée est nationale et qui comporte des défis liés à la réalisation simultanée d'activités d'instruction, dans les deux langues officielles, et à de nombreux endroits à l'échelle nationale. Les soumissionnaires doivent être en mesure de démontrer qu'ils possèdent une expérience de la conception, de la mise sur pied et de la prestation d'une formation à laquelle participent des destinataires de l'instruction de plusieurs niveaux (verticale), ainsi que de nombreuses organisations de pairs (horizontale). Les soumissionnaires doivent disposer de ressources expérimentées qui sont en mesure de diriger plusieurs activités d'instruction nécessitant en même temps toutes les compétences et tous les types d'expérience susmentionnés, et ce, à distance, parfois à des milliers de kilomètres. 2. Le processus de conception, d'élaboration et de réalisation d'exercices utilisé dans le cadre du contrat des SCT doit être conforme à l'approche systémique en formation de l'Armée canadienne. Non seulement ce processus est éprouvé, mais en plus il est conforme à celui du Canada, utilisé par l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN) et les pays partenaires (États-Unis, Grande-Bretagne, Canada, Australie et Nouvelle-Zélande [ABCANZ]) du Canada, et il demeurera en place au cours de la période visée par le contrat des SCT, y compris les périodes d'option. En raison de la diversité des différents lieux retenus dans le cadre du contrat des SCT, la structure de ressources existante doit être respectée, comme il est proposé dans la documentation relative à la resoumission. Cela permettra d'assurer une surveillance ainsi que des compétences efficaces à chaque emplacement, afin de répondre aux besoins variés en matière de formation, ayant été ciblés par l'Armée canadienne (AC) et d'autres organisations. Les risques susceptibles d'augmenter rapidement sont donc également minimisés lors de la mise en place d'une nouvelle structure de ressources, pendant une période de transition comprimée.4.

		<p>L'ensemble actuel d'outils de simulation et le logiciel de soutien propres à l'AC resteront en place au moment de l'attribution du contrat et dans un avenir rapproché. L'AC travaille à la mise en oeuvre d'un réseau de formation qui assurera une connectivité complète à l'appui de l'élaboration et la prestation de cours de formation, pour tous les emplacements visés par le contrat des SCT. Ce réseau sera également employé pour offrir des séances de formation en collaboration avec l'OTAN et les pays partenaires ABCANZ du Canada, en mettant l'accent sur l'interopérabilité avec ces pays. En ce qui concerne l'interopérabilité, il est essentiel que l'AC mette l'accent sur les systèmes de simulation et les outils d'intégration de C2 communs qui sont utilisés à l'heure actuelle. L'AC se penchera sur la mise sur pied de systèmes de logiciels propres à l'ensemble d'outils existants. L'AC a fait d'importants investissements en ce qui concerne le programme de formation appuyé par l'entrepreneur titulaire du contrat, ce qui a permis de réaliser des gains d'efficacité en matière de ressources et de souplesse opérationnelle dans le cadre du maintien de la disponibilité opérationnelle des forces.</p>
C7	<p>La détermination et la délimitation précises et normatives de la nécessité des 64 ressources essentielles à l'Appendice 1 de l'énoncé des travaux (EDT) pour répondre aux besoins relatifs à la gestion, à la coordination des activités, à la conception et à la réalisation des activités, ainsi qu'aux groupes de soutien de modélisation et de simulation. Il ne s'agit pas d'un besoin qui permet au soumissionnaire d'offrir au Canada des solutions de service qui sont plus efficaces, qui permettent un meilleur rendement ou encore une optimisation des ressources ou de la souplesse.</p>	<p>Abordé dans les réponses aux points C5 et C6, ci-dessus</p>
C8	<p>La nature normative des descriptions présentées au paragraphe 7 de l'énoncé des travaux (Fréquence des activités) concernant le nombre de ressources qui seraient nécessaires à l'appui des exercices du CSAC, du Centre d'instruction au combat (CIC) et d'autres organisations des Forces armées canadiennes (FAC). Encore une fois, il ne s'agit pas d'un besoin qui permet au soumissionnaire d'offrir au Canada des solutions de service qui sont plus efficaces, qui permettent d'obtenir un meilleur rendement ou encore une optimisation des ressources ou de la souplesse.</p>	<p>Abordé dans la réponse Q3 ci-dessus</p>

C9	<p>Les exigences relatives à la DR ne prévoient pas l'évolution vers un service unique en matière de forces générées par ordinateur et le Futur environnement d'instruction intégré canadien durant la période d'exécution du présent contrat. En outre, la DR ne reconnaît ou ne prévoit tout simplement pas les tendances générales actuelles et l'évolution de l'ensemble des pratiques exemplaires en vue d'une utilisation plus conviviale des architectures de simulation constructive, nécessitant ainsi moins de gestion et de soutien. Dans la DR telle qu'elle est actuellement formulée, on présume que le même besoin en dotation sera nécessaire au cours de l'évolution de la base de référence de simulation constructive vers le service unique en matière de forces générées par ordinateur et le Futur environnement d'instruction intégré canadien. La souplesse doit être intégrée à la DR, afin de permettre à l'industrie d'offrir de meilleures façons d'appuyer la base de référence de simulation constructive pendant toute la durée du contrat. Les économies de coût qui en résultent peuvent ensuite être réappliquées à la restructuration et à l'évolution des générations à venir de la base de référence de la simulation constructive (optimisation des ressources).</p>		Abordé dans les réponses aux points C5 et C6, ci-dessus
C10	<p>Les soumissionnaires potentiels ont fait remarquer que la motivation du Canada à l'égard de la conception des critères CTO 1, CTO 2 et CTO 3 consistait à atténuer le risque, perçu par l'autorité technique, que tout nouvel entrepreneur ne dispose pas d'un processus de recrutement et de la capacité à répondre aux besoins en ressources relativement au présent contrat pendant la période d'exécution de ce dernier. Toutefois, comme il est indiqué ci-dessus, la décision de définir la taille des contrats antérieurs et la capacité de recrutement des ressources en tant qu'uniques déterminants de la qualification de l'entrepreneur empêche les soumissionnaires d'offrir au Canada des solutions de service qui sont plus efficaces, qui permettent un meilleur rendement ou encore une optimisation des ressources ou de la souplesse.</p>		Abordé dans les réponses aux points C5 et C6, ci-dessus